



Déclaration de la FSU 72

au CDEN du 20 octobre 2022



Mesdames et Messieurs les membres du CDEN, Monsieur le Préfet et ses services, élu·es, parents, et partenaires des écoles, la FSU remercie le directeur académique et ses services d'avoir communiqué à l'avance le diaporama proposé ce soir.

"Les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire". C'est un bel aphorisme du démographe Alfred Sauvy, pas spécialement accusable d'anti-science, qui nous semble adapté à la situation.

La FSU pourrait reprendre terme à terme les éléments cités, leur mode de sélection:

- Discordance entre les moyens mis pour dédoubler simplement les classes de GS, CP, CE1 (165 postes soit 6% des moyens du département), qui laissent les autres niveaux dans des effectifs surchargés.
- En comparaison faiblesse des moyens dédiés aux RASED pour accompagner la difficulté scolaire (seulement 3,3%)
- Que dire du soutien réel aux écoles de 2 et 3 classes alors qu'elles représentent 1/3 des écoles (128 sur 400) et qu'elles n'ont que 12 journées par an de décharge.
- Que dire de l'augmentation de 136 % des élèves notifiés en 2 ans, et la non augmentation des postes spécialisés pour accompagner cette réalité.
- Que dire du calcul E/C* sans les élèves d'ULIS, alors que la réglementation ne parle plus de CLIS, ce qui devrait interdire de compter les effectifs de classes hors ceux d'ULIS.

Mais nous n'irons pas plus loin sur ce terrain qui mériterait un temps considérable.

Le poète Edouard Glissant rappelle, dans son ultime conférence publique en 2010 que « rien n'est Vrai tout est vivant ». La formule est forte, et ne légitime bien sûr pas le mensonge. Elle dit simplement que la réalité se comprend mieux en considération du vivant, de la multiplicité de ce qui se vit, qu'en considération de ce qui se calcule, de ce qui répond à la logique mathématique pure, d'un Vrai absolu qu'il écrit d'ailleurs avec une majuscule sur le v.

Et c'est bien de cette réalité dont nous voulons vous faire part dans cette instance importante, qui met l'institution scolaire au cœur du débat démocratique.

Ce qui se vit dans les écoles aujourd'hui c'est un manque patent de remplaçants et de

remplaçantes. Plus de 40 classes non remplacées la semaine dernière d'après une information donnée ce matin même par vos services. Et cela n'est plus exceptionnel, alors même que la situation épidémique est inquiétante mais pas flambante.

Cela place les écoles dans des situations intenable. Des remplaçant-es sont affecté-es un jour, puis déplacé-es sur plus urgent. Les familles ratent souvent le coche du jour de remplacement, les remplaçant-es se retrouvent avec une demie classe, et pour le lendemain personne ne peut dire avant la fin de la classe s'il y aura ou pas présence enseignante.

Nous n'incriminons pas le service du remplacement. Nous comprenons parfaitement que pour ce service composé de si peu d'agent-es, placer de tels nombres de remplaçant-es lors de la première moitié de matinée relève de la gageure et que cela explique l'incapacité à donner les réponses souvent impatiemment attendues par les parents.

Ce sur quoi nous insistons, c'est que de tels niveaux de non-remplacement ont pu se comprendre lorsque la première vague a frappé. Notre société a été incapable, après des années d'économies sur la santé, de réagir correctement à l'arrivée de ce virus. Et l'école n'a pas échappé à ce contexte avec une impréparation notoire qui s'est peu à peu comblée.

Mais aujourd'hui, nous devons lutter contre une habitude qui devient un impensé (un habitus au sens donné par Pierre Bourdieu) qu'il est normal de voir tant de classes non remplacées. La crise est le moteur de déréglementations majeures comme le rappelle Naomie Klein, autrice de la Stratégie du choc. Une fois les habitudes et droits démantelés, les choses s'acceptent et les personnels accueillent avec fatalité des élèves en gardiennage au fond de leur classe... Situations lourdes de conséquence sur leur métier, sur leur santé au travail, à un niveau jamais atteint.

L'administration constate que les absences sont nombreuses, et qu'une part importante de ces absences n'est pas en relation avec le COVID. Mais que faut-il pour y remédier ?

Nous le disons depuis des mois, la réalité c'est une souffrance au travail croissante, qui immanquablement rejaillit sur les élèves et les familles. Les situations d'enfants qui explosent le cadre se multiplient et nous inquiètent.

Les enseignant-es sont dépassées par une augmentation des souffrances psychologiques, des troubles de l'attention, et des violences consécutives qui animent des enfants de plus en plus nombreux. Cela atteint parfois le stade de danger grave et imminent, quand une collègue s'est retrouvée aux urgences après avoir reçu une chaise en pleine tête, et que l'enfant a été de nouveau accueilli les jours qui ont suivi. La déscolarisation de l'élève et son changement d'école ne sont que des mesures d'urgence qui ne sauraient nous convaincre qu'une vraie solution a été trouvée pour cet enfant.

Pour la FSU, ce n'est évidemment pas l'enfant le problème, mais l'organisation même de l'École qui n'est plus adaptée, par le manque de moyens structurels fruits de nombreuses années d'austérité qui se poursuivent et s'aggravent. Dans le primaire, l'organisation « un adulte un groupe » a atteint ses

limites. Un plan ambitieux devient indispensable pour que des maîtresses et des maîtres soient nommés en surnombre dans les équipes des écoles, libérant des moyens humains, de lien, pour gérer cet inattendu qui se développe partout et qui est lié à ce vivant dont parle Glissant.

La souffrance est visible au travers des arrêts maladie, des fiches SST déposées, mais aussi des démissions, qui augmentent. Et nous l'avons déjà dit au dernier CDEN, ce sont souvent celles et ceux que leur métier passionne qui, écœurés, découragés, pensent à se reconverter après des années passées à exercer dans des conditions qu'ils et elles décrivent comme contraires à leurs valeurs. Un tiers des enseignants et enseignantes disent ne plus envisager leur avenir dans l'éducation nationale. L'état de dégradation des salaires, dans cette période de forte inflation, a généré deux mouvements forts de contestation les 29 septembre et 18 octobre dernier, et participe de cette absence d'attractivité des métiers.

Les relations aux collectivités sont parfois difficiles, notamment en ce moment autour des questions d'aération : d'un côté les consignes d'aérer données par l'ARS et l'administration de l'éducation nationale, de l'autre des collectivités qui demandent de ne pas aérer pour économiser du chauffage. Au milieu les enseignants. Les capteurs CO2 sont de ce point de vue des outils de régulation qui permettent d'aérer juste ce qu'il convient, en faisant dépenser le moins de chauffage possible. Nous déplorons vivement la position du Conseil Départemental de refuser obstinément d'équiper les collèges de ces appareils. Et constatant que peu d'écoles sont équipées, nous pensons que ces équipements devraient être fournis par l'État. Un vaste plan visant à rendre neutre énergétiquement l'ensemble du bâti scolaire devrait être programmé et mis en œuvre pour compléter ces efforts pour le climat.

Puisque nous en sommes au secondaire, les conditions de postes y sont problématiques aussi. Des disciplines sinistrées, des professeurs arrivés très tardivement, et des situations encore de postes non pourvus. Les méthodes managériales qui s'imposent aussi dans la gestion des établissements placent les collègues dans des difficultés intenses, elles aussi visibles dans des fiches SST.

La décision de doter 30 000 jeunes en bracelets connectés, ce sont les termes utilisés par le conseil départemental en juin, rebaptisés montre sport-santé en septembre, vient encore ajouter du trouble chez les enseignants d'éducation physique et sportive et dans toute la communauté scolaire. La FSU a produit un communiqué qui détaille les impacts pédagogiques, démocratiques, d'habitude à l'ingénierie sociale, d'une telle initiative, et appelle à beaucoup plus de prudence. Reste que dernièrement, il a encore été rappelé que les données seront bien collectées par les professeurs d'EPS (via leur téléphone portable personnel !!!) et transmises pour étude, sans précision suffisante sur la manière de garantir l'anonymat, et sans envisager que les professeurs d'EPS ne sont en rien habilités à prélever de telles données de santé. Pour nombre d'entre elles et eux c'est une objection éthique qui les arrête. La santé des élèves passe d'abord par du lien de qualité, conditionné à l'abaissement des effectifs, à l'intervention facilitée d'une pluriprofessionnalité dans les établissements, (plus d'infirmiers, d'assistantes de service social, de médecins...). Il y a là un mélange des genres entre décision politique et liberté pédagogique que nous contestons.

Comment ne pas évoquer non plus la situation de nos collègues AESH (soit 110 000 personnels

qui dépendent de l'éducation nationale) qui vivent toujours en moyenne au dessous du seuil de pauvreté.

Les AESH du second degré notamment sont plongées en cette rentrée dans un changement d'organisation qui ajoute encore à leur précarité. En effet, elles ont découvert que les temps de midi pendant lesquels elles accompagnent leurs élèves ne sont plus payés par l'éducation nationale. C'est un désengagement de l'État qui les place dans une incertitude importante. Les collectivités locales — le département en l'occurrence — ne sont elles pas aptes à financer des contrats de travail et de quel type ? Pouvez-vous les rassurer sur ce point? Cela crée des problèmes qui vont jusqu'à la déscolarisation d'élèves en situation de handicap et qui compromettent leur scolarité comme leur épanouissement personnel. Cela place les familles dans des stress et des gestions pratiques intenable.

Dans les lycées professionnels, le 18 octobre a été une journée de mobilisation exceptionnelle rassemblant toutes les organisations syndicales sans exception contre la réforme de la voie professionnelle projetée par le gouvernement. La multiplication des temps de stage et de l'apprentissage pour les élèves condamne les lycées professionnels à n'être plus ce que l'ensemble de ses personnels souhaite qu'ils soit : une école qui forme au métier, mais sans oublier la formation des citoyennes et des citoyens, la formation au droit du travail, à tout ce qui n'est pas jugé directement propre à une employabilité sèche : la culture, l'histoire, en un mot les humanités. Ce sont les enfants de milieu populaires qui sont victimes de cette approche sans ambition éducative, sans ambition diplômante et certifiante. C'est un avenir insécurisé que propose cette réforme à la jeunesse qui est scolarisée dans ces établissements. Un avenir de soumission totale à l'employeur. Nous ne l'accepterons pas car à nouveau, cette réforme vise à soutenir le capital contre le travail, contre la démocratie au travail.

Au-delà des chiffres du tableau proposé, l'éducation nationale va mal.

La dernière carte scolaire n'a de ce point de vue pas été du tout à la hauteur de ces mutations nécessaires.

Et sauf à désirer ce dysfonctionnement chronique pour mieux préparer la privatisation de l'école publique, les élu-es locaux et nationaux, doivent l'entendre.

Nous parlons là du cœur de la République, de l'institution qui forme les générations futures.

Nous le redisons, l'abandon des milieux populaires est un choix politique qui renforce les extrêmes droites, historiquement ennemies de la démocratie et de la République.

Nous appelons l'ensemble des présents et présentes en cette instance, à bien mesurer cette réalité, encore une fois au delà des courbes proposées, et à impulser, aux divers niveaux qui sont les nôtres, une toute autre politique scolaire, ambitieuse, émancipatrice.

